

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
ZI la Bouriette 320 Chemin de Maquens CS 70069
11890 Carcassonne Cedex

Carcassonne, le 20/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCA MONT TAUCH

2 RUE CAVE COOPERATIVE
11350 Tuchan

Références : 2026-171
Code AIOT : 0006603706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2026 dans l'établissement SCA MONT TAUCH implanté 2 RUE CAVE COOPERATIVE 11350 Tuchan. L'inspection a été annoncée le 16/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement de l'année 2026. La précédente inspection a été réalisée le 16/06/2022. L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA MONT TAUCH
- 2 RUE CAVE COOPERATIVE 11350 Tuchan

- Code AIOT : 0006603706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La cave a été créée en 1913. Elle a fusionné avec la cave de Paziols en 1996 et avec la cave Villeneuve Durban fin 1999 début 2000. En 1998, création du chai extérieur dit « chai égrappé ». En 2006, agrandissement de la zone de stockage avec la création de l'entrepôt de stockage aujourd'hui vide.

Les années 2025 et 2026 sont particulièrement éprouvantes pour la cave qui s'est retrouvée à proximité du périmètre du méga-feu de Ribaute en 2025 qui a entraîné une perte de 2500 hl (environ 60 ha non récoltables qui montent à 120 ha pour les risques liés aux fumées), une inter-saison pluvieuse inédite et une série de tempêtes en début d'année 2026 (Nils, Oriana, Pedro) qui ont entraîné des dégâts matériels.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8
- Eau de surface
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.2-2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Collecte et traitement des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.2.7-2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Collecte et traitement des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.2.7-4	Demande d'action corrective	1 mois
13	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. IV. 2.	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative AP 2007-11-0082	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 1.2-1	/	Sans objet
2	Prélèvement	Arrêté Préfectoral	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	d'eau	du 15/01/2007, article 3.2.1		
5	Collecte et traitement des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.2.7-3	/	Sans objet
7	Situation administrative AM 2921 TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1	/	Sans objet
8	Dévésiculeur	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.5.2. d)	/	Sans objet
9	Plan d'entretien, plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. b)	/	Sans objet
10	Fréquence d'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. a)	/	Sans objet
11	Procédure en cas de prolifération de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 2. c)	/	Sans objet
12	Nettoyage préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 2. c)	/	Sans objet
14	Rapport d'analyses légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a globalement constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif que technique. Cependant, quelques points non-conformes ont été relevés et méritent d'être améliorés pour le bon fonctionnement de l'installation et la prise en compte des risques afférents aux activités qui y sont menées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative AP 2007-11-0082

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 1.2-1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative

Prescription contrôlée :

Cf tableau article 1.2.1

Constats :

L'arrêté préfectoral n°2007-11-0082 du 15/01/2007 encadre les activités du site. Cependant et notamment en raison de l'évolution de la nomenclature des installations classées, le tableau des rubriques ICPE mentionné à l'article 1.2.1 dudit arrêté est devenu obsolète et mérite d'être mis à jour.

Ce point de contrôle est donc réalisé sur la base du point de contrôle "situation administrative" réalisé lors de l'inspection du 16/06/2022, à savoir :

- rubrique 2251 préparation et conditionnement de vin

L'exploitant indique que l'activité reste sous le seuil du régime de l'Enregistrement avec un maximum de 150000 hl/an.

- rubrique 2750 station d'épuration collective

L'exploitant confirme continuer à accueillir les effluents d'un tiers (Domaine Sichel) avec un maximum de 250m3 d'effluent sous convention et se maintient donc au régime de l'Autorisation. Il est à noter que le maintien ou la suppression de cette rubrique est en cours de réétude.

- rubrique 1185 gaz à effet de serre fluorés

La cave dispose de groupes froid totalisant 492kg de fluide frigorigène. L'exploitant signale une légère erreur de calcul puisque la dernière déclaration totalisait 515kg au lieu des 492kg réels. Le régime de la Déclaration est maintenu.

- rubrique 2910 installation de combustion

La cave dispose d'une chaudière de 1,5 MW, dont le régime de la Déclaration est maintenu.

- rubrique 2921 refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air

La cave dispose d'une tour aéroréfrigérante de 837,7 kW, dont le régime de la Déclaration est maintenu.

- rubrique 4718 stockage gaz inflammable

La cave dispose d'un stockage de propane liquide de 12,5 tonnes, dont le régime de la Déclaration est maintenu.

- rubrique 1510 entrepôt

La cave stocke environ 20 tonnes de matières combustibles, équivalent à un volume supérieur à 5000 m3 (et inférieur à 50000 m3). Le régime de la Déclaration est donc maintenu. Il est à noter que le maintien ou la suppression de cette rubrique est en cours de réétude par l'exploitant.

- rubrique IOTA 2150 rejets d'eaux pluviales

La surface imperméabilisée du site est de 3,5 ha et reste inchangée. Le régime de la Déclaration est donc maintenu.

Les activités de la cave hors de tout seuil prévu par la nomenclature des installations classées sont :

- rubrique 4130 produits chimique toxicité aigue classe 3

La cave dispose d'un stockage de SO2 de 150 kg.

- rubrique 4755 alcool

La cave dispose d'un stockage d'alcool de bouche d'1 m3 et traite 2 à 3 m3 par an.

- rubrique IOTA 1110 forage

La cave ne dispose d'aucun forage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

La SCA "Mont Tauch" est alimentée en eau par le réseau public d'eau potable. La consommation annuelle d'eau, indépendamment de la lutte contre l'incendie et des exercices de secours, est limitée à 25 000 m3.

Le réseau public de distribution d'eau doit être protégé par un dispositif de protection anti-retour reconnu efficace. L'arrêt au point d'alimentation doit pouvoir être obtenu promptement en toute circonstance par un dispositif clairement reconnaissable et aisément accessible.

Constats :

La cave est exclusivement alimentée en eau par le réseau d'eau potable communal. La question de la disconnexion physique restée en attente a été solutionnée grâce à l'envoi d'éléments de l'exploitant à l'inspection des installations classées par courriel (photo du disconnecteur).

Les consommations d'eau annuelles ont été communiquées par l'exploitant comme suit : 8387m3 en 2022, 6917m3 en 2023, 4963m3 en 2024 et 4731m3 en 2025. Ces consommations sont très largement inférieures au volume annuel autorisé de 25000m3 du fait de la diminution des activités et équipements de la cave (ex : changement surpresseur, robinetterie,...). A l'occasion de la mise à jour de l'arrêté préfectoral du site, il pourra être envisagé de réduire le volume annuel autorisé pour être en adéquation avec la réalité le cas échéant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.2-2

Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des réseaux d'eaux

Prescription contrôlée :

Les réseaux de transport des eaux de l'établissement doivent être de type séparatif et permettre de distinguer :

- le réseau d'alimentation en eau sanitaire,
- le réseau de collecte et de transport des eaux pluviales internes et externes,
- les points de rejet des eaux pluviales,
- le réseau de collecte et de transport des eaux usées industrielles,
- le réseau de collecte et de transport des eaux usées domestiques (eaux vannes, de lavabos, douches)
- les ouvrages et équipements de toutes sortes (compteur, vannes, les différents points de

contrôle
ou de regard, tamis, décanteur...).

Tout rejet direct des eaux usées dans le milieu naturel doit être rendu physiquement impossible. Le rejet d'eaux dans une nappe souterraine, direct ou indirect, même après épuration, est interdit. Tous les circuits de collecte, de transfert ainsi que les ouvrages de stockage des eaux doivent être conçus pour qu'ils soient et restent étanches aux produits qui s'y trouvent et qu'ils soient aisément accessibles pour des opérations de contrôle visuel, d'intervention ou d'entretien.

Constats :

Les plans des réseaux ont été présentés par l'exploitant lors de l'inspection. Ils sont datés et recensent les différents réseaux (pluvial, eaux industrielles, eaux domestiques,...) ainsi que les vannes et compteurs notamment.

L'exploitant confirme que la cave est alimentée en eau provenant exclusivement du réseau d'eau potable communal (absence de forage et donc de communication du site avec les eaux souterraines).

L'exploitant indique s'assurer de l'étanchéité de ses réseaux d'eau grâce aux relevés de ses compteurs. Il précise que ces relevés sont hebdomadaires pendant les vendanges et mensuels en dehors des vendanges.

L'exploitant indique que les réseaux d'eau sont conçus de manière à ce qu'aucun rejet dans le milieu naturel ne puisse être réalisé. Sur la zone de cuverie extérieure, il précise qu'une vanne peut être actionnée par son personnel pour envoyer les eaux soit vers les bassins d'évaporation, soit vers le pluvial. Il explique qu'en période d'activité (vinification et autres activités manuelles), la vanne est dirigée pour envoyer les eaux industrielles vers les bassins d'évaporation et en période d'absence d'activité vers le pluvial. Il est précisé que le stockage de vin en cuve est considéré comme une absence d'activité. Les conditions de manipulation de cette vanne sont encadrées par la procédure n°943/D (vue lors de l'inspection).

Lors de la visite, l'exploitant indique qu'en raison de l'absence d'activité actuelle sur le site et d'une pluie annoncée dans les 48h, la vanne est actuellement tournée vers le pluvial afin de ne pas remplir inutilement les bassins d'évaporation. L'inspection constate effectivement que la vanne est tournée vers le pluvial. Cependant, elle constate également des fuites de vin sur une dizaine de cuves du parc extérieur de la cave. L'exploitant indique ne pas avoir eu connaissance de ces fuites et, explique qu'en raison des températures élevées (autour de 25°C le jour de l'inspection), le vin change de densité et ainsi déborde de certaines cuves. Il est constaté par l'inspection du vin frais dans les caniveaux, en faible quantité mais à plusieurs endroits du secteur de stockage en cuves. L'exploitant confirme que ces fuites de vin sont actuellement dirigées vers le pluvial. Il réagit immédiatement et actionne la vanne pour envoyer les fuites de vin vers les bassins.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de prendre en considération le risque de fuites accidentelles en dehors des périodes d'activité manuelle (notamment en ce qui concerne le stockage de vin), tel que constaté lors de l'inspection, afin que ces effluents ne soient plus déversés dans le réseau d'eau pluviales (même en faibles quantités).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Collecte et traitement des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.2.7-2
Thème(s) : Risques chroniques, Pré-traitement des eaux usées industrielles
Prescription contrôlée : Le prétraitement comprend une décantation et un tamisage à la maille de 1 mm maximum avant le refoulement des effluents tamisés par au moins deux pompes. Les installations de prétraitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à n'occasionner aucun rejet dans le milieu naturel (pas de by-pass, trop plein et autre dispositif permettant de déverser dans le milieu naturel).
Constats : L'exploitant présente à l'inspection le dégrilleur qui est abrité dans un local fermé situé près de la cave (ancien hangar agricole donnant sur la voie publique). Il précise que les eaux industrielles sont d'abord décantées, puis dégrillées, puis stockées temporairement en cuve puis dirigées vers les bassins d'évaporation via canalisation enterrée au moyen d'un surpresseur. Ces éléments ont été vus par l'inspection (hormis la canalisation enterrée). L'exploitant ajoute que le surpresseur est connecté à 2 pompes qui fonctionnent alternativement. Le dégrilleur est propre et en bon état. Cependant, l'exploitant ne connaît pas de maillage de l'équipement et ne peut donc pas justifier du respect de l'exigence de dégrillage à maille de 1mm maximum. Au sol du local, une bouche d'écoulement des eaux est présente. Elle ne peut être manipulée et est donc ouverte en permanence. De plus, la pente du sol semble diriger les fluides vers cette bouche. L'exploitant ne sait pas à quel réseau souterrain est connectée cette bouche (notamment en cas de débordement d'effluents). Au niveau du mur d'enceinte du local abritant le dégrilleur, une ouverture est également présente au sol et traverse le mur pour rejoindre les caniveaux communaux présents sur la voie publique (aérien/souterrain). En cas de fuite ou de débordement d'effluents, l'exploitant n'est également pas en capacité de justifier de l'absence de déversement d'effluents dans le pluvial communal ni dans le milieu naturel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à prendre attache de son responsable maintenance (absent lors de l'inspection) afin de confirmer le maillage du dégrilleur. Aussi, il lui est demandé de se renseigner sur le(s) réseau(x) au(x)quel(s) sont connectées les 2 bouches situées au sol du local de dégrillage. Dans le cas où ces dernières ne seraient pas rattachés au réseau industriel, il est nécessaire que l'exploitant envisage la présence d'équipement accessible sur place permettant de les fermer en cas de fuite ou débordement d'effluents (type boudin absorbant, plaque couvre égout,...) pour éviter tout déversement accidentel d'effluents dans le milieu naturel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Collecte et traitement des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.2.7-3
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux usées industrielles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une fois prétraitées, les eaux usées industrielles sont refoulées dans les bassins d'évaporation naturelle de la cave par une canalisation enterrée ou transportées par camion citerne. Tout autre traitement doit être porté à la connaissance de l'inspecteur des installations classées avant sa réalisation.</p> <p>En particulier, tout déversement de ces eaux dans le réseau public d'égouts doit faire l'objet d'une convention de déversement avec la collectivité propriétaire des ouvrages et validée par le service de police environnementale en charge de la surveillance de ce système d'assainissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que les eaux industrielles de la cave sont dirigées vers les bassins d'évaporation via une canalisation enterrée. En cas de problème technique (comme un défaut d'étanchéité de la canalisation enterrée par exemple), l'exploitant indique qu'une procédure d'urgence est prévue et consiste en une fermeture de la canalisation et un stockage des effluents en cuve. Il précise que sa capacité de stockage lui permet une temporisation de 12 heures et assure de la réactivité des entreprises locales (adhérentes par ailleurs à la cave) pour toute réparation.</p> <p>L'exploitant précise que des effluents tiers sont apportés en camion-citerne en provenance du Domaine Sichel et sont de l'ordre de 50 à 100 m³ annuels. Dans ce cadre, il présente la convention signée en 2015 qui limite ces apports d'effluents tiers à 250 m³ annuels. Il précise que ces effluents de tiers sont injectés dans son réseaux d'eau industrielles avant le décanteur/dégrilleur et que, de ce fait, la qualité des effluents reçus n'a pas besoin d'être contrôlée. Il indique cependant que chaque livraison d'effluents tiers est programmée par échange téléphonique et que la traçabilité des apports est conservée (bons de livraison/lettre de voiture).</p> <p>L'exploitant indique qu'aucun rejet d'eaux industrielles n'est effectuée dans le réseau public d'égouts.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Collecte et traitement des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.2.7-4
Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité réseaux et bassins d'évaporation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les ouvrages du système d'assainissement, les collecteurs d'effluents, le bassin de décantation, la conduite de refoulement et les bassins d'évaporation doivent être parfaitement étanches. Lors de la mise en service de ces ouvrages, l'exploitant doit disposer d'une garantie de leur étanchéité (impermeabilité d'au moins 10⁻⁹ m/s pour les digues et fonds des bassins d'évaporation en argiles compactées).</p> <p>Durant l'exploitation, l'étanchéité de l'installation est contrôlée au moins tous les 10 ans ou à la demande de l'inspecteur des installations classées. Les tests d'étanchéité sont réalisés conformément aux règles de l'art. Ces contrôles portent notamment sur le réseau de collecte des effluents, la canalisation de transport par refoulement,</p>

le bassin de décantation, les fonds et digues des bassins d'évaporation.

En cas de défaut de l'étanchéité d'un bassin d'évaporation, le déversement des effluents devra être suspendu, et l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour éviter toute pollution, y compris la vidange du bassin.

Constats :

La cave dispose de 5 bassins en argile : A1, A2, A3, B1 et B2. Ils sont situés à environ 1500 mètres de la cave et sont tous équipés d'une échelle limnimétrique. L'exploitant indique qu'A1 et A2 communiquent via un trop plein en hauteur, tout comme B1 et B2 (A3 ne communique avec aucun autre bassin).

L'exploitant indique que les bassins sont dépourvus de piézomètres et que leur étanchéité (tout comme celle de la canalisation d'amenée) est contrôlée via un suivi des hauteurs d'eau. Dans ce cadre, il précise avoir détecté que l'étanchéité du bassin A1 était susceptible d'être corrompue (hauteur d'eau anormalement basse). Il indique donc que ce bassin n'est actuellement plus utilisé et précise qu'en raison de la baisse d'activité, il projette de n'utiliser désormais que 2 ou 3 de ses 5 bassins (en excluant donc A1 et peut être A2 aussi). L'inspection prend note de la suspension d'utilisation de ce bassin et indique que ce dernier devra faire l'objet d'une reprise d'étanchéité avant sa remise en service dans le cas où il serait à nouveau envisagé de l'utiliser.

L'exploitant indique que la répartition des volumes d'eaux industrielles dans les bassins d'évaporation est gérée par des vannes actionnées par sa responsable qualité qui possède la connaissance des hauteurs des bassins mais aussi du possible défaut d'étanchéité du bassin A1. Cependant en son absence, aucune procédure n'est formalisée s'assurant qu'aucun effluent ne soit dirigé dans ce bassin en tout temps ou tout autre bassin qui serait déjà très haut.

L'exploitant indique que suite aux tempêtes subies en début d'année 2026, des dégâts ont été constatés sur le site (portails au sol, grillage arraché, bardage de la cour envolé, trappes). Il précise que les travaux de remise en état sont en cours.

Au niveau des bassins d'évaporation, l'inspection a constaté sur place que les éléments de clôture endommagés sont matérialisés par du rubalise, mais aussi que les bassins sont relativement propres (quelques zones de roseaux) et bien entretenus (débroussaillage effectué).

La hauteur d'eau d'un bassin désigné par sondage a été contrôlée au moyen de l'échelle limnimétrique en place. La hauteur lue est concordante avec le tableau de suivi des hauteurs d'eau communiqué par l'exploitant. La garde de 30cm est également respectée.

L'exploitant indique que les bassins sont régulièrement curés et que le dernier curage est intervenu en 2021. Il précise que les boues ont été envoyées pour traitement à la distillerie de Sigean.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La procédure 943/D régissant la répartition des eaux industrielles dans les bassins d'évaporation mérite d'être mise à jour pour y figurer le potentiel défaut d'étanchéité du bassin d'évaporation A1 (et donc l'impossibilité d'y envoyer des effluents) ainsi que les conditions d'utilisation du bassin A2 qui lui est connecté via un trop plein en hauteur. Il est également demandé à l'exploitant de tenir informé l'inspection de la fin des travaux de réparation des portails et grillages clôturant les bassins d'évaporation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Situation administrative AM 2921 TAR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Prescription contrôlée : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW (E)b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW (DC)2. Installations de récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (DC)
Constats : La cave dispose d'une tour aéro-réfrigérante d'une puissance de 837,7 kW (rubrique 2921 régime de la Déclaration).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dévésiculeur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.5.2. d)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : Pour tout dévésiculeur installé à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.
Constats : L'exploitant indique que sa tour aéro-réfrigérante a été installée en 2006 et présente l'attestation du taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0.01% du débit d'eau en circulation afférent. Cette attestation est délivrée par la société EVAPCO EUROPE NV et signée le 30/06/2005.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan d'entretien, plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. b)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Prescription contrôlée : b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des Legionella pneumophila dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de

l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. [...]

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, [...] est jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, [...]. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. [...]

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. [...]

Constats :

L'exploitant présente la stratégie de traitement conduite en collaboration avec la société HYDROTEC. Ce document est formalisé et est nominatif ("Mont Tauch"). Cependant, il n'est pas daté et ne mentionne pas la version, ce qui ne permet pas de savoir si la stratégie a évolué dans le temps.

L'inspection souligne que la pertinence du contenu de la stratégie de traitement n'a pas été étudié en détail lors de cette inspection, le rôle de l'inspection n'étant pas de valider le fond de la stratégie mise en place par l'exploitant et son bureau d'étude le cas échéant.

Le plan de maintenance, d'entretien et de contrôle de la tour est présenté par l'exploitant. Il détermine les actions, les moyens, les procédures, les fréquences et les responsables de chaque action à mettre en œuvre pour l'entretien général, le nettoyage (y compris arrêt/démarrage), les traitements préventifs et les contrôles de la tour. A la demande de l'inspection (échantillonnage), la procédure de démarrage P07 est communiquée par l'exploitant. Elle décrit les étapes à suivre par le responsable pour le bon déroulement de l'action. La pertinence de son contenu n'a pas été étudié lors de cette inspection.

Le plan de surveillance des indicateurs est présenté par l'exploitant. Il décrit les paramètres contrôlés, leurs effets sur la tour, les valeurs cibles, les valeurs d'alerte, ainsi que les actions correctives à mettre en œuvre en cas de dérive. L'inspection relève que, alors que des traitements de détartrages sont recensés dans le plan cité précédemment, l'exploitant précise ne pas suivre le paramètre "dureté de l'eau" et le justifie par le fait que son eau provient du réseau d'eau potable communal, dont la qualité d'eau est déjà contrôlée et constante.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 10 : Fréquence d'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. a)
--

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
--

Prescription contrôlée :

La fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella pneumophila* est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.

Constats :

La tour aéro-réfrigérante a été utilisée pour la dernière fois en 2022 pendant 2 jours (du 29/09/2022 au 30/09/2022). Depuis, la tour est à l'arrêt. Le dernier prélèvement pour analyse a été réalisé le 03/10/2022 et son résultat est conforme. La déclaration dans GIDAF a été effectuée par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 11 : Procédure en cas de prolifération de légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 2. c)

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
--

Prescription contrôlée :

Présence d'une procédure définissant les actions à mener si la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 100 000 UFC/L :

a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées [...] et par courriel avec la mention : « Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau ». [...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la (ou les) tour(s) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L. [...]

En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). [...]

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à

<p>l'inspection des installations classées.</p> <p>Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ; [...]</p> <p>e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. [...] Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application. [...]</p> <p>f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article ;</p> <p>g) Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible.</p> <p>Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure à 100 000 UFC/L.</p> <p>Si l'installation est également concernée par « le point 3.7.I.2.c », les mesures compensatoires liées au nettoyage annuel et aux cas de dépassement de 100 000 UFC/L peuvent être soumises de manière conjointe.</p> <p>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.</p> <p>Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La procédure à suivre en cas de détection de <i>Légionella Pneumophila</i> supérieure à 100000 UFC/L est formalisée et est présentée par l'exploitant. Son contenu et sa pertinence n'ont pas été étudiés dans leur entièreté, seules les 2 premières étapes cruciales ont été étudiés.</p> <p>Cette procédure indique que l'étape n°1 est de prévenir l'inspection des installations classées et l'étape n°2 est l'arrêt de la dispersion d'aérosols par la tour.</p> <p>Observation : Même si dans ces 2 étapes peuvent être réalisées concomitamment, il est cependant recommandé à l'exploitant d'intervertir les 2 étapes afin d'intervenir immédiatement sur la diffusion d'aérosols pour la stopper.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : Même si dans ces 2 étapes peuvent être réalisées concomitamment, il est cependant recommandé à l'exploitant d'intervertir les 2 étapes afin d'intervenir immédiatement sur la diffusion d'aérosols pour la stopper.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>N° 12 : Nettoyage préventif de l'installation</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 2. c)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Renseignement du carnet de suivi sur la réalisation effective du nettoyage annuel ; Présence le cas échéant de prescriptions dans l'arrêté préfectoral autorisant la mise en œuvre de mesures compensatoires en cas d'impossibilité de réaliser le nettoyage annuel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de maintenance, d'entretien et de contrôle de la tour aéro-réfrigérante est présenté par l'exploitant. Il mentionne la présence de procédures afférentes aux opérations de nettoyage de la tour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - P07 "procédure de démarrage" - P08 "procédure d'arrêt complet" - P09 "procédure de nettoyage et de détartrage de l'installation en fin de saison" <p>Les opérations de nettoyage sont également mentionnées sur le dernier tableau de suivi de la tour aéro-réfrigérante communiqué par l'exploitant lors de sa dernière utilisation (2022).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Carnet de suivi

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. IV. 2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; - les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ; - les périodes d'arrêts complets ou partiels ; - le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ; - les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ; - les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ; - les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ; - les modifications apportées aux installations. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le tableau de suivi de la tour aéro-réfrigérante est présenté par l'exploitant. Ce document formalisé reprend les interventions réalisées par l'exploitant sur sa tour. Les indicateurs listés dans la prescription réglementaire ont été passés en revue par l'inspection et sont globalement repris dans ledit tableau, mis à part les points suivants qui sont absents :</p>

<p>- les dérives constatées pour la concentration de <i>Légionella Pneumophila</i> et les autres indicateurs de suivi</p> <p>L'exploitant indique qu'aucune dérive n'a été constatée mais puisque aucun tableau de suivi n'est formalisé, à la lecture du tableau il n'est pas possible de savoir s'il n'y en a pas eu ou si le suivi n'est pas formalisé.</p> <p>- les vérifications et interventions spécifiques sur le dévésiculeur (pare-gouttelettes)</p> <p>Il est également constaté par l'inspection que certaines données sont difficilement compréhensibles, comme par exemple les quantités de détartrant, anti-corrosion et bio-dispersant qui sont exprimées en centimètres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le tableau de suivi de la tour aéro-réfrigérante mérite d'être étoffé, notamment en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le suivi des dérives pour la concentration en <i>Légionella Pneumophila</i> et pour les autres indicateurs de suivi - les vérificateurs et interventions spécifiques sur le dévésiculeur (pare-gouttelettes) - le suivi des actions préventives, curatives et correctives de l'installation - les modifications apportées à l'installation (lorsque cela se justifie)
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 14 : Rapport d'analyses légionelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rapport d'analyses fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :</p> <ul style="list-style-type: none"> - utilisation de la norme NF T90-431 - date et heure de prélèvement, température de l'eau - date et heure de réception de l'échantillon - date et heure de début d'analyse - nom du préleveur - référence et localisation du (des) point(s) de prélèvement - caractéristiques de l'eau : couleur, dépôt, pH, conductivité, turbidité de l'eau - nature et concentration cible pour les produits de traitement utilisés - date de la dernière injection de biocide, nature du biocide et quantité (délai d'au moins 48 heures après l'injection) <p>Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport d'analyse légionelle de la tour aéro-réfrigérante, dont le prélèvement a été effectué le 03/10/2022, a été passé en revue par l'inspection. Les paramètres listés dans la</p>

<p>prescription réglementaire sont globalement repris dans ledit rapport, mis à part les points suivants qui sont absents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nature et concentration cible pour les produits de traitement utilisés - date de la dernière injection de biocide, nature du biocide et quantité <p>Il est à noter que le délai d'au moins 48 heures et d'au plus 1 semaine après l'injection de biocide pour effectuer le prélèvement d'eau aux fins d'analyse est respecté (injection intervenue le 28/09/2022 et prélèvement effectué le 03/10/2022).</p> <p>Observations : L'exploitant n'étant pas décideur du contenu des rapports d'analyse, il lui est suggéré de prendre attache de son laboratoire d'analyse afin de signaler l'absence des 2 points manquants, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nature et concentration cible pour les produits de traitement utilisés - date de la dernière injection de biocide, nature du biocide et quantité
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observations : L'exploitant n'étant pas décideur du contenu des rapports d'analyse, il lui est suggéré de prendre attache de son laboratoire d'analyse afin de signaler l'absence des 2 points manquants, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nature et concentration cible pour les produits de traitement utilisés - date de la dernière injection de biocide, nature du biocide et quantité
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>